

Contribution de Neuf Cegetel à la consultation sur la projet de décision de régulation du marché fixe.

Neuf Cegetel rappelle les éléments formulés à l'encontre du projet et qui ont été écartés, sans argument réel, par l'Autorité dans le document publié pour consultation.

1) Sur le niveau de TA imposé à France Télécom

Les niveaux tarifaires proposés par l'ARCEP sont dérivés d'un modèle de coût dont les éléments n'ont pas été publiés, ce qui rend impossible tout travail d'analyse et de reconstruction des hypothèses et choix retenues pour le construire. Neuf Cegetel ne peut que regretter cette opacité qui par ailleurs conduit à des résultats qui suscitent les questions suivantes :

- Comment les niveaux tarifaires imposés à France Télécom se situent vis-à-vis de la comptabilité séparée publiée en 2006 ?
- Comment s'assurer que les écarts constatés pour le l'année 2006 ne se reproduiront pas à chaque année du cycle 2008-2011 ?

2) sur le niveau de TA imposé aux autres opérateurs

L'ARCEP n'a pas pris en compte les facteurs exogènes objectifs fournis par Neuf Cegetel pour justifier une asymétrie plus importante ; nous pensons qu'au contraire ces éléments devraient être retenus pour maintenir au cours du cycle à venir un niveau de TA peu différent de celui en vigueur aujourd'hui. En outre, alors que le modèle retenu pour maintenir France Télécom à un niveau de TA proportionnellement élevé au regard de son efficacité, ce même modèle n'est pas transposable en l'état aux opérateurs alternatifs et ne saurait servir de cible pour leur TA. En effet le modèle introduit des effets d'échelles que les opérateurs ne peuvent atteindre et leur impute une sur-efficacité hors de portée économique.

Nous craignons que l'approche retenue à savoir :

- détermination des coûts d'un opérateur efficace sur le modèle de l'opérateur historique et
- application de ce modèle comme majorant de facto des coûts d'un opérateur alternatif

ne conduise à l'application de niveaux tarifaires trop bas à défaut d'une vérification de cohérence globale qui ne figure pas au projet de décision.

3) Sur la dérégulation du marché de détail

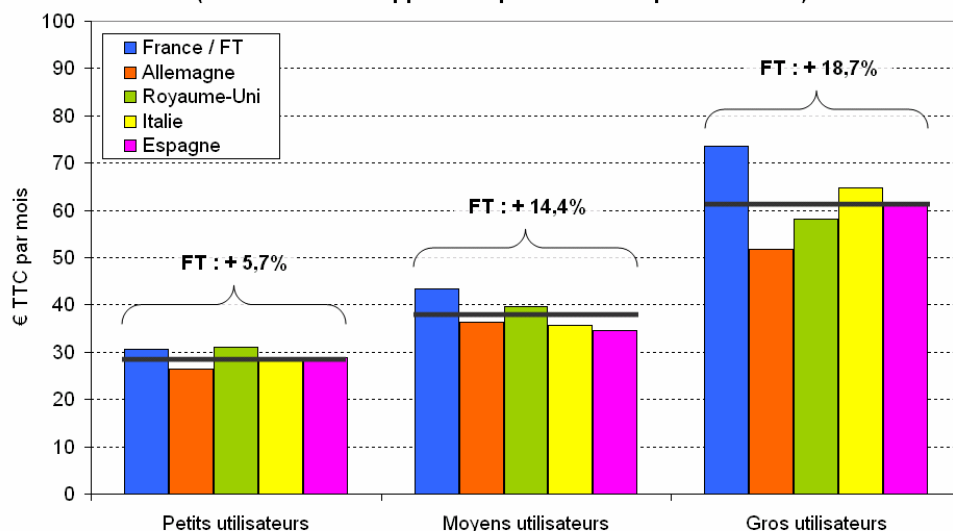
Neuf Cegetel souhaite rappeler qu'elle avait trouvé dans ses précédentes contribution prématurée une dérégulation complète des marchés de détail résidentiel et non résidentiel en raison : (i) de l'observation des caractéristiques d'une concurrence peu dynamique sur ces marchés, (ii) de la non disponibilité sur le marché de gros de substituts efficaces pour les accès tant sur le plan tarifaire que non tarifaire (qualité de service notamment), et (iii) de l'insuffisance des dispositifs de régulations qui demeurerait après l'adoption de la décision.

(i) La concurrence sur les marchés de détail de la téléphonie fixe est peu intense.

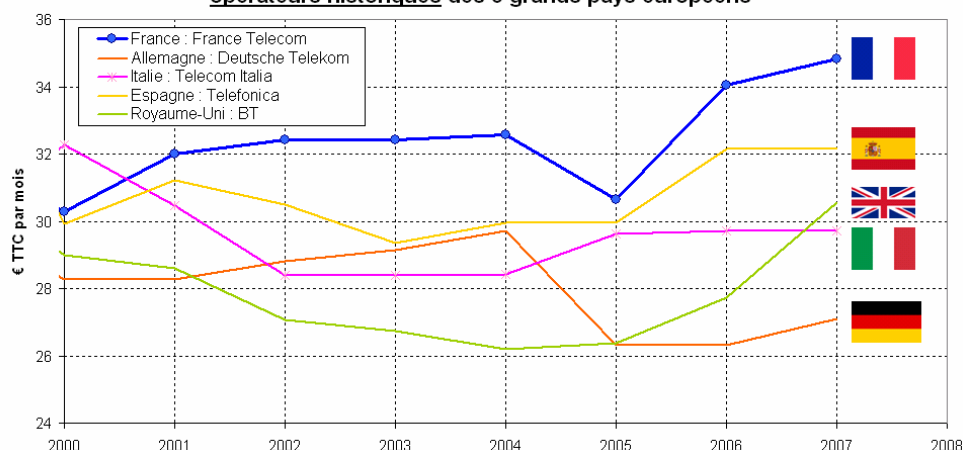
Les éléments fournis dans le 13e rapport d'implémentation (étude Teligent/paniers OCDE) montrent que France Télécom pratique des tarifs supérieurs voire très supérieurs à la moyenne des pays comparables ; en outre le nombre d'abonnés ayant souscrit une offre de téléphonie fixe auprès des opérateurs alternatifs reste faible (800 000 abonnés VGAST début 2008) avec un infléchissement notable de la pénétration de ce produit. En outre les clients restent peu de temps chez leur opérateur et rejoignent France Télécom assez rapidement (en quelques dizaines de mois).

En outre France Telecom n'a pas baissé le prix de ses communications au cours du dernier cycle, ce qui montre qu'elle n'avait pas ressentie de pression concurrentielle sur ce marché.

Prix d'utilisation du réseau fixe des opérateurs historiques
(source : 13ème rapport d'implémentation / paniers OCDE)



Prix de la téléphonie fixe pour les clients résidentiels (paniers OCDE)
opérateurs historiques des 5 grands pays européens



Source : Teligen - "Reports on Telecoms Price Developments" produit pour la Commission dans le cadre des rapports d'implémentation
http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomm/doc/library/external_studies/price_developments_1998_2007/Tariff_trends_report_1998_2007.pdf

(ii) l'offre VGAST n'est pas satisfaisante comme substitut disponible sur le marché de gros.

L'offre VGAST avait été consentie par France Télécom comme contrepartie à l'abonnement afin de laisser aux consommateurs le choix de leur opérateur pour la fourniture de l'accès, permettant d'établir une concurrence et de libérer (en fait augmenter) les tarifs de l'abonnement de France Télécom. Neuf Cegetel regrette que cette concurrence n'ait pu se mettre en place en raison du coût élevé et de la qualité de service insuffisante de l'offre VGAST, alors que les tarifs de l'abonnement n'ont cessé d'augmenter substantiellement au cours du dernier cycle, accordant sans amélioration notable du bien être des consommateurs ou des concurrents, une rente à France Télécom. Il est à noter que cette rente ne serait être remise en question par les offres Triple Play, car un pourcentage substantiel des abonnés (25 à 50% millions) ne souscriront pas à terme d'offre incluant un accès Internet.

L'offre VGAST n'est que peu commercialisé par les concurrents de France Télécom en raison d'un écart tarifaire trop faible entre le produit de gros et le produit de détail correspondant, ne laissant pas de place aux opérateurs pour couvrir les coûts de commercialisation et de service client notamment. En outre Neuf Cegetel observe un taux de churn anormalement élevé, symptôme de l'inadaptation tarifaire et technique de l'offre aux clients.

Plus difficile à résoudre rapidement, la prestation reste loin d'être satisfaisant au regard de la qualité de service promise par France Télécom et l'ARCEP, dont l'amélioration devait suivre et non précéder la levée des obligations réglementaires pesant sur France Télécom sur les marchés de détail.

Ainsi la contribution de Neuf Cegetel remise le 4 avril indiquait avec détails les points noirs relatifs à la qualité de service (notamment à propos de VGAST et aussi de la disponibilité d'une GTR J+1 sur les offres DSL Access afin de les utiliser en substitut d'un accès analogique ou numérique de base pour les entreprises). En outre, le Directeur Général Adjoint de l'ARCEP avait indiqué que l'amélioration de la qualité de service fournie par France Télécom aux opérateurs conditionnerait la levée des contraintes réglementaires sur le marché de détail :

« Benoît Loutrel (ARCEP) répond que l'analyse de marchés présentée fait l'hypothèse que le bilan de la qualité de service sur toutes les offres sera fait et que les points noirs seront traités. Ce bilan pourra être fait dans un délai compatible avec la levée des obligations mais c'est à France Télécom de s'assurer que des éléments suffisamment tangibles sont apportés pour que la dérégulation soit effectivement mise en œuvre. La levée des obligations pourra être décalée de quelques mois en cas de retard de France Télécom. Benoît Loutrel rappelle que l'Autorité est consciente que la non-discrimination, y compris en termes de qualité de service, est cruciale pour le fonctionnement du marché. » [compte rendu du comité de l'interconnexion du 12 mars 2008]

Nous notons avec déception que la décision soumise à commentaire ne comporte pas d'éléments tangibles constatant l'amélioration de la qualité de service fournie par France Télécom à ses concurrents, mais que la levée de toute obligation sur les marchés de détail est déjà acquise pour France Télécom.

- (iii) la levée de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe ne laisse pas en place les outils nécessaires pour faire face aux potentiels problèmes de concurrence sur ceux-ci.

Neuf Cegetel s'associe aux analyses du Conseil de la Concurrence qui considère que l'ensemble des offres d'accès « *tant sur les marchés de gros que de détail, relève plus efficacement d'une régulation ex-ante* »¹. Le Conseil trouve donc prématurée la levée des contraintes réglementaires pesant sur le marché de détail des accès, tant la position de France Télécom s'avère incontournable sur ce marché, et surtout que les substituts disponibles sur les marchés de gros (VGAST) ne sont pas utilisables dans un grand nombre de cas comme nous l'avons souligné dans nos contributions.

Le Conseil de la Concurrence conforte donc la position de la Commission Européenne qui avait maintenu dans sa recommandation la présence du marché de l'accès afin de pousser les ARN à étudier la situation concurrentielle et démontrer que la situation ne nécessite plus de régulation. Il semble donc que les éléments ne soient pas réunis pour lever toute régulation sur ce marché.

Ainsi, alors que l'ARCEP juge les moyens d'intervention du Conseil de la Concurrence suffisants (p.105-106 de la décision) pour réguler les marchés de détails en cas d'abus, le juge de la concurrence s'estime lui-même pas suffisamment outillé pour mener à bien cette intervention.

En outre l'Autorité estime conserver un certain contrôle sur les offres de détail au moyen des pouvoirs qui lui sont confiés par le Code pour réguler les tarifs du Service Universel.

Neuf Cegetel considère cette approche insuffisante, car le Service Universel a été attribué à France Télécom que jusqu'à la fin 2009 soit en dehors de l'horizon temporel du cycle concerné par la décision ; de plus les décisions prises au titre de la régulation des tarifs du Service Universel visent à assurer « un service de qualité à un tarif abordable » ce qui ne permet pas d'appréhender une pratique de prix d'éviction ou prédateurs.

Neuf Cegetel ne souhaite donc pas une levée des obligations de France Télécom sur les marchés de détail et réclame tout au contraire un maintien ou une généralisation

- de l'obligation ex ante de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction
- de l'obligation ex ante de non discrimination

¹ Avis 08-A-11, point 26.

- de l'obligation ex ante de publication préalable des tarifs y compris sur le marché non professionnel et les offres sur mesure
- de l'obligation de tenir une comptabilité séparée et publiée de l'activité sur ces marchés.

Par ailleurs nous appelons de nos vœux un réexamen des modèles de coût de la boucle locale conditionnant l'ensemble des prestations d'accès (abonnement, VGAST, Bitstream, dégroupage) car un examen rapide de leur rentabilité démontre un ROI d'environ 7 ans pour la Boucle Locale de France Télécom (30 Milliards d'euros d'investissement pour un CA de 4 milliards d'euros par an), ce qui semble rapide pour un investissement de cette envergure et aussi incontournable.

En conclusion Neuf Cegetel estime que la décision mise en consultation permettra à bien des égards à France Télécom de conserver des rentes sur les marchés de la téléphonie fixe, en maintenant des tarifs de détails élevés et en privant ses concurrents des substituts indispensables pour la concurrencer. Ce faisant elle pourra réaffecter cette rente à d'autres marchés pour soumettre les opérateurs à une concurrence inéquitable sur une fraction plus large du marché.